



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 07/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS

BUTAGAZ SAS
47-53 rue Raspail
92300 Levallois-Perret

Références : JR/2024-1222
Code AIOT : 0006802590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 1541 chemin des verriés 82100 Castelsarrasin. L'inspection a été annoncée le 11/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'inspection annuelle du plan pluriannuel de contrôle ainsi que dans celui d'une action nationale relative aux rétentions de produits liquides polluants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- 1541 chemin des verriés 82100 Castelsarrasin
- Code AIOT : 0006802590

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BUTAGAZ exploite un dépôt de Gaz de Pétrole Liquéfiés sur la commune de Castelsarrasin (82). Ce dépôt permet de distribuer du propane sous forme vrac à la clientèle de BUTAGAZ située dans 9 départements. Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement relève du régime de l'autorisation environnementale. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 octobre 2007, modifié. Par ailleurs, le site est soumis à la Directive Seveso 3. Un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) a été élaboré autour de l'établissement. Il a été approuvé par arrêté préfectoral du 28 novembre 2011.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention
- Équipement sous pression
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 03/10/2007, article 2.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Canalisation de transfert	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Canalisation de transfert	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Etat des matières	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	stockées		
5	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Sans objet
6	Conditions de stockage FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
10	Citernes mobiles gros poteurs	Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 11.4	Sans objet
11	Systèmes d'alarme à déclenchement automatique – Détection Gaz	Autre du 01/09/2022, article IX.2.1.2.1	Sans objet
12	Systèmes d'alarme à déclenchement automatique – Détection Gaz	Autre du 01/09/2022, article IX.2.1.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre une étude présentant les solutions envisageables afin de contenir les eaux incendies et toute pollution accidentelle sur le site, justifier de la bonne réalisation du contrôle périodique de certaines tuyauteries, et ajouter les pressions de service sur le plan de ses tuyauteries.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;

- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate par sondage, que les produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols (peinture, huiles, graisse, anti-mousse, etc.) sont associés à une capacité de rétention adaptée aux volumes stockés.</p> <p>Les produits vus sont entreposés au sein de deux locaux dédiés, fermés à clé. Ils sont conditionnés en petits contenants (bidons), et répartis en nombre approprié sur plusieurs bacs de rétention.</p> <p>Le dimensionnement des rétentions est conforme aux volumes des produits stockés qui leur sont associées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate par sondage que les rétentions des bidons stockés au sein des deux locaux visités sur le site sont en bon état et exemptes de liquide.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les produits incompatibles entre eux ne sont pas placés dans une rétention commune. L'exploitant stocke les produits chimiques par même famille afin d'éviter les problèmes de compatibilité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Etat des matières stockées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'inventaire et l'état des stocks des substances dangereuses présentes dans l'établissement, daté du 7 octobre 2024.</p> <p>Cet inventaire répertorie les huiles, peinture, diluants, produits anti-mousse présents sur le site, en y associant les mentions de danger.</p> <p>Des matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées telles que le papier ou les palettes en bois sont également inventoriées.</p> <p>Les fiches de données de sécurité (FDS) sont accessibles via le logiciel Quick FDS.</p> <p>L'inspection a également vérifié le respect des volumes autorisés de gaz présents sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Fourniture FDS

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:</p>

a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique gérer les fiches de données de sécurité (FDS) des substance dangereuses utilisées sur son site via le logiciel Quick FDS.</p> <p>A la demande de l'inspection, il a présenté les FDS des deux produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SFUN BROSSE SE BT TOUTES TEINTES (peinture finition anti-rouille), datée du 28 septembre 2022; • ANTI-DEPÔTS VERT (nettoyant pour l'élimination des salissures végétales), datée du 14 juin 2023. <p>Ces FDS sont rédigées en français, contiennent l'ensemble des 16 rubriques attendues, et précisent les coordonnées du fournisseur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de stockage FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié sur site que les conseils sur le stockage de la peinture Sfun brosse se bt toutes teintes et de l'anti-depôts vert, tels que précisés dans la sous-rubrique 7.2 des fiches de données de sécurité présentées sont respectés, y compris la gestion des incompatibilités avec d'autres produits.</p> <p>Les récipients sont bien fermés, conservés dans leur emballage d'origine sur rétention, dans un endroit sec et ventilé, et éloignés de toute source d'ignition, de chaleur et de la lumière solaire directe.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2007, article 2.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont conçus de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. En cas d'incendie sur le site, les eaux d'incendie seront retenues dans celui-ci par fermeture des</p>

vannes installées sur le réseau de collecte des eaux pluviales avant le rejet de celles-ci.
Constats : Les eaux du site sont acheminées dans un bassin d'orage de 480 m ³ équipé d'un débourbeur/déshuileur et d'un limiteur de débit. Le bassin possède une membrane étanche, mais il n'est pas équipé d'un système d'obturation permettant d'isoler le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de produire une étude technico-économique présentant les solutions envisageables afin de maintenir les eaux incendies et toute pollution accidentelle sur le site. Cette étude comprendra un calendrier de la réalisation des actions nécessaires à la mise en conformité de l'isolement du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Canalisation de transfert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, contrôles périodiques des canalisations
Prescription contrôlée : [...] <p>Un contrôle périodique est mis en place. Il a pour objet de vérifier que l'état des tuyauteries leur permet d'être maintenues en service avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévisibles. Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la périodicité sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant et qui concerne l'ensemble des tuyauteries quelle que soit la pression maximale de service et le diamètre.</p>
Constats : L'exploitant a présenté le programme de contrôle des tuyauteries (MI.PG/TM.01.HB-02 Màj 8), daté de juin 2023. Ce programme définit les contrôles à réaliser pour évaluer l'état de conservation des tuyauteries et de leurs accessoires sous pression et de sécurité. Il liste les actions à réaliser pour toutes les tuyauteries soumises aux exigences de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant les opérations de contrôle réalisées pour les tuyauteries n°150 PP 003 et n°250 PP 001. L'exploitant a présenté les attestations de requalification périodique d'équipement sous pression concernant les tuyauteries n°150 PP 003 et n°250 PP 001, réalisées du 17 au 21 mai 2021, par l'organisme accrédité Bureau Veritas. Le rapport conclut que l'équipement est jugé apte à fonctionner en sécurité jusqu'à la prochaine opération de contrôle prévue par l'article L.557-28 du code de l'environnement, fixée au plus tard

le 21/09/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la bonne réalisation du contrôle périodique des tuyauteries n° 150 PP 003 et n° 250 PP 001.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Canalisation de transfert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, plan des canalisations
Prescription contrôlée : [...] le trajet des tuyauteries et des conduites souterraines et aériennes, quels que soient la pression maximale de service et le diamètre, est repris dans un plan à jour disponible dans l'établissement afin de faciliter l'entretien, le contrôle et la réparation en toute sécurité. Ce plan fait mention des pressions de service, des diamètres et du fluide en transit ainsi que de tous les équipements de sécurité et accessoires
Constats : L'exploitant a présenté un plan au 1/500 des tuyauteries et des conduites souterraines et aériennes de GPL du site, daté du 2 juin 2023. Le plan fait mention des diamètres et du fluide transporté, mais ne précise pas les pressions de service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant la transmission d'un plan des tuyauteries et des conduites souterraines et aériennes, qui mentionne les pressions de service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Citernes mobiles gros porteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2016, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure sur remplissage
Prescription contrôlée : Une procédure définissant les conditions d'admission des véhicules gros porteurs est établie, afin, notamment, de s'assurer du respect des taux de remplissage maximaux de 0,42 kg/L pour le propane. Cette procédure définira également, en cas de détection d'un sur-emplissage, le mode opératoire et les moyens appropriés qui devront être mis en œuvre pour décharger en priorité la

citerne concernée et limiter au maximum le temps où la charge du camion excède la charge réglementaire sur le site
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté un document de contrôle des véhicules gros porteurs avant admission sur le site de Castelsarrasin. La dernière mise à jour date de septembre 2021.</p> <p>Ce document est issu du manuel "Hssse C&D - Se.Se/Eh.01". Il explicite le mode opératoire du contrôle du respect des taux d'emplissage maximaux de 0.42 kg/l pour les gros porteurs propane. L'exploitant tient à jour une liste précisant pour chaque gros porteur identifié par son immatriculation le taux de remplissage maximum calculé à partir des capacités de sa citerne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Systèmes d'alarme à déclenchement automatique – Détection Gaz

Référence réglementaire : Autre du 01/09/2022, article IX.2.1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation de la détection gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Actuellement, 23 détecteurs de gaz sont installés en périphérie du site et des installations GPL, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> 5 au niveau des postes de transfert camions, 3 au niveau des postes de transfert wagons, 3 au niveau de la zone de stationnement PL n°1, 2 au niveau de la zone de stationnement PL n° 2, 4 en pomperie GPL, 2 dans chaque tunnel de réservoir (4 en tout), 2 en périphérie le long de la clôture à proximité des réservoirs.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une liste des 23 détecteurs de gaz présents sur son site et suivis au travers de son logiciel de gestion de la maintenance, dont il a été fait une démonstration à l'inspection, notamment concernant l'accès aux actions de maintenance menées sur les détecteurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Systèmes d'alarme à déclenchement automatique – Détection Gaz

Référence réglementaire : Autre du 01/09/2022, article IX.2.1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Test de la détection gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(EDD) Ce matériel est testé semestriellement avec un gaz étalon conformément aux procédures internes BUTAGAZ. L'implantation des détecteurs en périphérie des installations est complémentaire à celle des détecteurs au droit des installations.</p>

La détection de gaz, au droit du point de fuite, est pratiquement instantanée mais celle-ci est dépendante de l'orientation de la fuite et du sens du vent. Les détecteurs gaz situés en périphérie des installations ont donc l'avantage de créer un maillage complémentaire pour détecter ces fuites

Constats :

L'exploitant a présenté en séance les dates des derniers tests effectués sur les détecteurs de gaz, à savoir le contrôle du zéro réalisé tous les 3 mois, et un étalonnage avec un gaz de calibration réalisé tous les 6 mois, permettant de vérifier la cinétique de remontées des seuils pré-alarme et alarme en supervision. L'exploitant a transmis l'extraction des contrôles périodiques réalisés sur les détecteurs de gaz fixes depuis août 2023. La périodicité des contrôles est respectée sur cette période.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé un test de détection de gaz au niveau de la zone pomperie (détecteur QZA-41), qui s'est avéré concluant.

Type de suites proposées : Sans suite